

DEBAT APERITIF

# Global Day for Darfour (D4D)

**Y a-t-il encore un espoir d'arrêter les combats au Darfour et d'établir les bases d'une paix durable? C'est la question que pose Amnesty International lors d'un débat le 29 avril.**

(ai) - Le Darfour apparaît et disparaît de nos vies au gré de l'actualité. Pour nous, ce n'est qu'un drame de plus quelque part dans le monde. Mais pour les populations qui vivent là-bas, c'est une accumulation de malheurs au quotidien, un enchaînement infernal de crimes, de viols, et d'atteintes aux droits humains. C'est la peur et la violence qui habitent cette partie du Soudan depuis de nombreuses années faisant, des centaines de milliers de victimes et forçant des millions d'individus à fuir leurs terres et à se déplacer vers des camps de réfugiés. Ni le gouvernement et les autorités locales, d'une part, ni les forces d'interposition de l'Union Africaine et les humanitaires, d'autre part, ne sont actuellement en mesure d'établir des bases solides pour une résolution pacifique du conflit.

Citoyens européens, nous ne recevons que des brides d'information qui rendent les choses plus confuses encore. S'agit-il d'un conflit ethnique entre populations arabes au Nord et populations noires au Sud? S'agit-il d'une bataille entre paysans sédentaires et éleveurs nomades? S'agit-il d'une lutte pour une meilleure répartition des bénéfices de la croissance économique entre le Darfour et le reste du Soudan? S'agit-il d'un conflit généré par manque d'eau qui aggrave la dégradation de l'environnement et rend la terre moins productive? Avons-nous à faire à une lutte de pouvoir néo-coloniale entre les Etats-Unis et la Chine pour l'accès aux ressources pétrolières de la région? Dans quelle mesure les voisins Tchadiens, Lybiens, Centre Africains sont-ils impliqués dans ce conflit? Que font les soldats de la force de paix de l'Union africaine? Pour quelles raisons les pres-



En attendant le camion-citerne: des bidons d'eau vides dans un camp de réfugiés du Darfour décembre 2006. (photo: Bjarne Ussing DanChurchAid)

Débat apéritif  
le 29 avril 2007  
de 11h00 à 13h00  
à la librairie-caféteria  
Altrimenti,  
11, rue Saint Zithe,  
L-2763 Luxembourg  
(tél. 352 26897736).

sions de la communauté internationale sur le gouvernement du Soudan pour qu'il stoppe les exactions au Darfour et qu'il accepte l'envoi de soldats des Nations Unies n'ont pas l'effet escompté? Pourquoi n'a-t-on pas plus de résultats sur le terrain alors

que l'aide internationale afflue massivement au Darfour actuellement?

Tant de questions qui montrent bien qu'il ne s'agit pas seulement d'arrêter les combats, mais bien de trouver une résolution en profondeur de la crise.

Même si l'on veut mieux comprendre et que l'on est prêt à se mobiliser, il est parfois difficile de faire le tri entre ce qui est la réalité de la situation sur place et de son évolution de ce qui peut être une information dictée par des intérêts spéci-

fiques, voire potentiellement une manipulation.

Pour Amnesty International, l'essentiel est d'abord de protéger les populations locales des exactions qui sont commises contre elles, de redonner aux victimes du conflit leur dignité et de les préparer au retour à la paix. Une des clés pour que cela soit possible est certainement le déploiement le plus rapide possible d'une force des Nations Unies.

La journée internationale du Darfour est une occasion de ne pas oublier ce qui se passe là-bas mais aussi d'essayer de mieux comprendre toutes les dimensions qui sont en jeu.

C'est un des objectifs du débat qui est organisé que d'apporter des éclairages différents et complémentaires sur cette crise. Trois perspectives seront plus spécifiquement discutées:

- Une perspective locale et opérationnelle, à travers les yeux d'un travailleur humanitaire qui connaît bien le terrain et qui pourra nous décrire les conditions de vie des populations locales et les effets et les limites de l'action humanitaire dans ce type de contexte,

- Une perspective juridique, ensuite, donnée par un cadre de la cour criminelle internationale qui nous parlera des implications de la décision d'engager des procédures légales contre des personnalités locales soupçonnées de crimes contre l'humanité,

- Une perspective plus politique, enfin, présentée par un homme très actif dans le domaine du développement qui connaît bien les organisations bilatérales, multilatérales et internationales de coopération au développement, les limites de leurs actions mais aussi leur potentiel, qui connaît bien aussi les enjeux internationaux qui sont souvent dissimulés derrière l'aide humanitaire et la coopération.

Le panel sera composé de: **Charles Goerens**: Ancien Ministre de la coopération et de l'aide humanitaire du Luxembourg. Il est actuellement député national, chef de groupe, membre en particulier de la Commission des affaires étrangères. Il est aussi Président du Club du Sahel.

**François Large**: Responsable des projets de la région MONA chez Caritas Luxembourg. Il a effectué plusieurs missions au Darfour en 2005 et a ensuite coordonné les actions de Caritas dans cette zone.

**Rod Rastan**: Il est actuellement "Legal Officer" auprès du bureau du Procureur à la Cour Criminelle Internationale. Auparavant, il a travaillé pendant plusieurs années aux Nations Unies dans le secteur des droits de l'homme en particulier en Bosnie, East Timor et Chypre. Il a un doctorat de droit de la London School of Economics.

Le débat sera animé par **Thierry Paccoud**, membre d'Amnesty International à Luxembourg.

PAS DE GUERRE CONTRE L'IRAN

## Pour le respect du traité de non-prolifération

**Plusieurs organisations appellent à un piquet de manifestation ce samedi 7 avril.**

Piquet de protestation qui aura lieu le samedi 7 avril 2007 à partir de 15 heures à la place Clairefontaine, à Luxembourg-Ville.

Le gouvernement des Etats-Unis semble préparer une intervention militaire contre l'Iran. D'après le "Guardian" du 10 février, un troisième porte-avions est en route vers le golfe persique, pour soutenir les porte-avions Stennis et Eisenhower qui sont déjà postés devant les côtes de l'Iran. Des études du International Crisis Group montrent qu'une attaque ne se limiterait pas à la destruction des installations nucléaires, mais aurait comme cible aussi l'infrastructure militaire et civile de l'Iran, y compris ponts, autoroutes, centrales électriques, raffine-

ries et installations d'approvisionnement en eau.

L'argumentaire en faveur d'une telle attaque rappelle celui qui préparait l'invasion militaire en Iraq: l'Iran planifierait de fabriquer des armes de destruction massive qui menaceraient la sécurité internationale et en particulier celle d'Israël. Des preuves de cet armement atomique de la part de l'Iran ne pouvaient jusqu'à présent pas être présentées.

Face à ces menaces, les dispositions du traité de non-prolifération et ses protocoles additionnels passent à l'arrière-plan: Ceux-ci autori-

sent les Etats signataires à utiliser l'énergie atomique à des fins civiles et sous la surveillance de l'Organisation internationale d'énergie atomique, l'OIEA. En outre, les puissances nucléaires s'y engagent à supprimer progressivement leurs arsenaux d'armes atomiques.

Bien que l'utilisation de l'énergie nucléaire à des fins civiles puisse être contestée, l'Iran a le droit de recourir à l'énergie atomique suivant ces accords internationaux. Le seul soupçon que l'Iran envisage de fabriquer des armes atomiques ne saurait justifier des frappes militaires. En dépit du traité de non-prolifération, des Etats comme la Corée du Nord, Israël, l'Inde et le Pakistan se sont procurés des armes atomiques et les cinq puissances nucléaires membres permanents du conseil de sécurité de l'ONU n'entreprennent rien pour entamer la suppression

de leurs propres armes atomiques, obligation pourtant prévue dans le traité.

Par conséquent, nous exigeons des négociations dans le respect de la charte des Nations Unies et sur la base des droits et des devoirs du traité de non-prolifération, la suppression des armes atomiques existantes au Proche-Orient et partout dans le monde et nous nous opposons à tout nouveau type d'armements et une nouvelle course aux armements comme elle est prévue en Europe de l'Est.

**Friddensinitiativ, LIFE, Comité pour une Paix Juste en Proche Orient, KPL, Déi Lénk, UNEL**